

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy de Dôme  
7, rue Léo Lagrange  
63033 Clermont-Ferrand Cedex 1

Clermont-Ferrand, le 04/04/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 31/03/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**SN AUVERGNE AERONAUTIQUE**

1 RUE TOURIA CHAOUI

63510 AULNAT

Références : 20220404-RAP-63-0375-insp\_AUVERGNE-AERO.odt

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/03/2022 dans l'établissement SN AUVERGNE AERONAUTIQUE implanté 1 RUE TOURIA CHAOUI 63510 AULNAT. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite a été effectuée dans le cadre d'une action coordonnée de contrôle concernant le risque incendie à l'échelle de la région Auvergne-Rhône-Alpes.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SN AUVERGNE AERONAUTIQUE
- 1 RUE TOURIA CHAOUI 63510 AULNAT
- Code AIOT dans GUN : 0005601796
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

L'activité de l'entreprise consiste à fabriquer et à réparer des pièces d'aérostructures, à assembler des sous-ensembles d'aérostructures, à effectuer des traitements des surfaces de pièces élémentaires.

**Le thème de la visite retenu est la prévention du risque incendie.**

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

| Nom du point de contrôle              | Référence réglementaire                           | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|---------------------------------------|---|--|-------------------|
| Inventaire des matières stockées      | Arrêté Préfectoral du 27/09/2011, article 7.2.1.  | /  | Sans objet        |
| Moyens de lutte contre l'incendie     | Arrêté Préfectoral du 27/09/2011, article 7.6.4.1 | /  | Sans objet        |
| Désenfumage atelier TS                | Arrêté Préfectoral du 27/09/2011, article 8.5.2.2 | /  | Sans objet        |
| Désenfumage atelier peinture          | Arrêté Préfectoral du 27/09/2011, article 8.7.2.3 | /  | Sans objet        |
| Détection de gaz (chaudière > 400 kW) | Arrêté Préfectoral du 27/09/2011, article 8.6.1.7 | /  | Sans objet        |

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| Nom du point de contrôle                           | Référence réglementaire                           | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|--|---|--|-------------------|
| Maintenance et test                                | Arrêté Préfectoral du 27/09/2011, article 7.6.2.  | /  | Sans objet        |
| Détection incendie                                 | Arrêté Préfectoral du 27/09/2011, article 7.6.5.  | /  | Sans objet        |
| Prévention du risque pollution par eaux extinction | Arrêté Préfectoral du 27/09/2011, article 7.6.8.2 | /  | Sans objet        |

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette visite a permis de constater l'indisponibilité des dispositifs de désenfumage du bâtiment abritant l'atelier de traitement de surface. Compte-tenu des enjeux et des risques d'incendie associés à cette activité, l'exploitant doit rapidement définir les actions nécessaires à une remise en conformité (un délai de 6 mois est fixé pour définir les travaux à effectuer : nature, calendrier, etc.). Par ailleurs, cette inspection a également été l'occasion de formuler un certain nombre d'observations visant à améliorer la documentation de l'exploitant (documents présents dans le plan d'organisation interne notamment).

## 2-4) Fiches de constats

### Nom du point de contrôle : Inventaire des matières stockées

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/09/2011, article 7.2.1.   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Action Coup de Poing   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances et préparations dangereuses présentes dans les installations, en particulier les fiches de données de sécurité prévues par l'article R.231-53 du code du travail.</p> <p>Les incompatibilités entre les substances et préparations, ainsi que les risques particuliers pouvant découler de leur mise en œuvre dans les installations considérées sont précisés dans ces documents. La conception et l'exploitation des installations en tient compte.</p> <p>L'inventaire et l'état des stocks des substances ou préparations dangereuses présentes dans l'établissement (nature, état physique et quantité, emplacements) en tenant compte de leurs risques particuliers sont constamment tenus à jour. Un plan général des stockages y est annexé. Ces documents sont tenus à la disposition permanente de l'inspection des installations classées et des services de secours.</p>   |
| <p><b>Constats :</b> L'exploitant dispose des éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- document d'évaluation du risque chimique (aspects sécurité / protection des salariés) ;</li> <li>- base de données des FDS ;</li> <li>- logiciel ERP (Enterprise Ressource Planning) permettant - a priori - d'avoir accès aux stocks de produits en temps réel (non vérifié en séance) ;</li> <li>- plan d'organisation interne (POI), au sein duquel figure un plan indiquant l'emplacement des produits inflammables.</li> </ul> <p>L'inspection des installations classées (IIC) formule les demandes suivantes à l'exploitant (réponse attendue sous 1 mois) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- éléments justificatifs à apporter concernant la possibilité de connaître les stocks de produits via le logiciel ERP et modalités d'interrogation (produit par produit, par famille de produits, droits d'accès, etc.) ; l'état des stocks des substances et préparation dangereuses au jour de l'interrogation de la base devra être communiqué à l'IIC ;</li> <li>- plan à ajouter dans le POI, indiquant, en plus des produits inflammables, les produits associés à la chaîne de traitement de surface et les produits liés à la maintenance (huiles, etc.), avec, pour chaque emplacement, les quantités maximales susceptibles d'être présentes sur site.</li> </ul> |
| <p><b>Observations :</b> Les données concernant les stocks des substances et préparations dangereuses présentes dans l'établissement n'ont pas pu être présentées en séance. Or, en situation de crise, les données devraient être accessibles très rapidement.</p> <p>L'approche majorante proposée par l'exploitant d'indiquer sur le plan du POI les quantités maximales de produits susceptibles d'être présentes à chaque emplacement peut permettre aux services de secours d'avoir rapidement connaissance des risques potentiels associés à ces stockages.</p> <p>L'IIC suggère néanmoins à l'exploitant d'étudier une solution complémentaire permettant d'affiner cette estimation, en réalisant régulièrement une extraction de la base de données - toutes les semaines par exemple - et en tenant un document simplifié recensant les quantités, les lieux et les risques par grande famille de produits (toxiques, inflammables, corrosifs...) à disposition des services de secours (local d'accueil, POI, boîte du plan ETARE ou autre).</p> <p>La connaissance des stocks au moment d'un incident serait améliorée et cela éviterait d'avoir à réaliser cette interrogation en situation de crise (crise qui pourrait par ailleurs être à l'origine de dysfonctionnements compromettant l'accès à la base : coupure de courant ou autre).</p>  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |

**Nom du point de contrôle : Moyens de lutte contre l'incendie**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 27/09/2011, article 7.6.4.1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Action Coup de Poing

**Prescription contrôlée :**

L'établissement doit être doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, répartis en fonction de la localisation de ceux-ci et conformes aux normes en vigueur, notamment :

- la défense extérieure contre l'incendie devra être capable de fournir un débit simultané de 260 m<sup>3</sup>/h pendant 2h ; elle pourra être assurée par :
  - des poteaux d'incendie normalisés de 100 mm assurant chacun un débit de 60 m<sup>3</sup>/h à la pression dynamique de 1 bar au moins en fonctionnement simultané,
  - ou des réserves d'eau,
  - ou par tout dispositif équivalent ;
- cette défense devra comporter :
  - à moins de 100 m de chaque entrée de l'établissement d'au moins un poteau d'incendie, ou débit équivalent de 60 m<sup>3</sup>/h,
  - à moins de 200 m de l'établissement d'au moins deux poteaux d'incendie, ou débit équivalent de 120 m<sup>3</sup>/h,
  - à moins de 400 m de l'établissement d'au moins trois poteaux d'incendie, ou débit équivalent de 180 m<sup>3</sup>/h ;
- les points d'eau retenus devront être :
  - facilement accessibles par tout temps et en permanence,
  - conformes à la circulaire interministérielle n° 465 du 10/12/1951,
  - signalés réglementairement,
  - situés à plus de 5 m du bord de la chaussée ou de l'aire de stationnement des engins d'incendie.
- d'un réseau de robinets d'incendie armés (RIA) répartis et situés à proximité des issues ; ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances en directions opposées ; ils sont utilisables en période de gel ;
- d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles ; les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;
- de matériaux absorbants en quantité suffisante et les moyens pour les épandre sur les fuites ou égouttures ; les réserves de produit absorbant sont protégées par couvercle ou par tout dispositif permettant d'abriter le produit absorbant des intempéries ;
- un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- des plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours ;

**Constats :** Sur la base d'un plan issu du plan d'organisation interne, l'exploitant indique que les pompiers utiliseront 4 poteaux, de débit unitaire 60 m<sup>3</sup>/h : un poteau présent à moins de 100 m (référéncé n°58 sur le plan ETARE du SDIS et n°12 par le vérificateur) et 3 poteaux situés à moins de 400 m (référéncés PI 6, 12 et 16).

L'inspection des installations classées (IIC) formule les demandes suivantes à l'exploitant (réponse attendue sous 1 mois) :

- courrier du SDIS confirmant que ces installations sont accessibles et peuvent être utilisées ;
- transmission d'un plan mis-à-jour indiquant les numéros des poteaux considérés (à insérer dans le POI en remplacement du document présenté en séance) ;
- transmission des derniers rapports de vérification pour ces 4 hydrants.

**Observations :** Cette prescription avait fait l'objet d'un contrôle lors de l'inspection du 12/12/19 (thématique incendie). Dans sa réponse en date du 21/01/20 l'exploitant avait justifié le respect du débit simultané de 260 m<sup>3</sup>/h fixé dans l'AP via l'utilisation de 3 poteaux situés au nord du site, de l'autre côté de la route départementale et de la voie ferrée (en plus du poteau situé à moins de 100 m). En cas d'incendie, l'utilisation de ces ressources nécessitant de couper la circulation de la route départementale et de la voie ferrée, l'IIC avait invité l'exploitant à contacter le service en charge des routes du Conseil départemental et à aborder ce point avec le SDIS pour s'assurer de la faisabilité opérationnelle de ces dispositions (observation caduque du fait de la stratégie

|  |
|--|
| actuelle visant à utiliser les hydrants situés au sud de ces infrastructures). |
| <b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites                        |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet                                      |

**Nom du point de contrôle : Maintenance et test**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/09/2011, article 7.6.2.   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Action Coup de Poing   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.<br>Ils font l'objet de vérifications au moins une fois par an.<br>Le personnel doit être formé à la manipulation des moyens de secours lors d'exercices périodiques.<br>L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.<br>Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de la protection civile, d'incendie et de secours. |
| <b>Constats :</b> Les équipements font l'objet d'une vérification annuelle : les extincteurs et les RIA ont notamment été vérifiés le 19/10/21, l'alarme incendie le 06/09/21.<br>Les bons de visite / rapports de visite sont classés dans le registre incendie.<br>L'exploitant indique que 102 personnes ont été formées à la manipulation des extincteurs et RIA (86 personnes en 2019).  |
| <b>Observations :</b> Comme en 2019, un écart est constaté concernant des extincteurs qui ont atteint la limite d'âge de 10 ans. L'exploitant indique qu'une partie de ces équipements - une vingtaine évoquée - sera renouvelée prochainement. A ce sujet, un plan pluriannuel de renouvellement apparaît nécessaire, pour corriger cet écart et anticiper l'atteinte de cette limite d'âge pour les équipements qui ne seraient pas encore concernés.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |

**Nom du point de contrôle : Détection incendie**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/09/2011, article 7.6.5.  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Action Coup de Poing  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Les bâtiments sont équipés de systèmes de détection automatique d'incendie (détection de flammes, de fumées, etc.) déterminés en fonction des produits, objets ou matériels entreposés ou utilisés déclenchant une alarme ; cette alarme sera reportée y compris aux heures non ouvrées auprès de personnes désignées.<br>En particulier, les locaux de stockage de matières dangereuses ainsi que les installations comprenant des risques d'incendie seront munis d'une détection incendie. |
| <b>Constats :</b> L'usine dispose d'une centrale de détection incendie (dernier contrôle en date du 06/09/21). Un plan sur lequel figurent les détecteurs incendie est présenté en séance (atelier TS, atelier peinture, divers emplacements dans l'usine, local serveurs informatiques).  |
| <b>Observations :</b> Le plan présenté en séance pourrait être ajouté au registre incendie.  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |

**Nom du point de contrôle : Prévention du risque pollution par eaux extinction**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/09/2011, article 7.6.8.2  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Action Coup de Poing   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b><br/> L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, sont collectées grâce à un bassin de confinement ou un autre dispositif équivalent. Cette prescription concerne en particulier les installations de traitement de surface.<br/> « La totalité de ce confinement doit avoir une capacité de 558 m3 au minimum. » (Mod APC 27/09/2011)<br/> Ce bassin sera équipé d'une vanne de coupure ; une consigne relative à la coupure de cette vanne sera rédigée et portée à la connaissance des personnes concernées. Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances.<br/> En l'absence de pollution préalablement caractérisée, ces eaux pourront être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées par le présent arrêté ; dans le cas contraire, ces eaux seront traitées avant rejet ou évacuées comme des déchets dans les conditions du TITRE 5 - du présent arrêté.</p> |
| <b>Constats :</b> L'établissement est doté d'un bassin de confinement 676 m3.   |
| <p><b>Observations :</b> A noter que ce bassin est utilisé à la fois pour le confinement des eaux pluviales polluées et pour le confinement des eaux d'extinction incendie. Pour s'assurer que l'installation remplit bien les deux objectifs visés, l'exploitant est invité à vérifier les points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- réglage de l'ouvrage hydraulique en sortie de bassin cohérent avec le débit de fuite à respecter et le dimensionnement du bassin ;</li> <li>- volume de stockage calculé pour les eaux d'extinction incendie disponible en permanence.</li> </ul>  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |

**Nom du point de contrôle : Désenfumage atelier TS**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/09/2011, article 8.5.2.2   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Action Coup de Poing  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b><br/> Les bâtiments abritant l'installation sont équipés en partie haute de dispositifs conformes à la réglementation en vigueur permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie.<br/> Ces dispositifs doivent être adaptés aux risques particuliers de l'installation et être à commande automatique et manuelle.<br/> Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès.</p>   |
| <p><b>Constats :</b> Le bâtiment au sein duquel se trouve l'atelier de traitement de surface (TS) est équipé de 3 volets de désenfumage en partie haute. Les commandes à câble de ces dispositifs sont toutes hors-service.</p> <p>L'IIC demande à l'exploitant de lui fournir, sous 6 mois, une étude visant à se remettre en conformité sur ce point (nature travaux, calendrier, etc.). Le remplacement de tout ou partie de ces équipements pourra être étudié (commande, partie mobile, ensemble des dispositifs), en veillant à ce que les commandes des dispositifs rénovés soient situées à proximité des accès. L'exploitant devra également vérifier le bon dimensionnement des dispositifs (surface utile d'ouverture pas inférieure à 2% de la superficie du bâtiment ; cf. art. 13 AM du 09/04/19).</p> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |

**Nom du point de contrôle : Désenfumage atelier peinture**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/09/2011, article 8.7.2.3   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Action Coup de Poing  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Les locaux doivent être équipés en partie haute d'exutoires de fumée, gaz de combustion et chaleur dégagés en cas d'incendie (lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre dispositif équivalent). Ces dispositifs doivent être à commande automatique et manuelle et leur surface ne doit pas être inférieure à 2 % de la surface géométrique de la couverture.<br>Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Le système de désenfumage doit être adapté aux risques particuliers de l'installation. |
| <b>Constats :</b> 2 dispositifs sont vus dans le bâtiment abritant l'atelier de peinture.<br><br>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de justifier le dimensionnement desdits dispositifs sous 1 mois (respect des 2% évoqués supra).  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |

**Nom du point de contrôle : Détection de gaz (chaudière > 400 kW)**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/09/2011, article 8.6.1.7  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Action Coup de Poing   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Un dispositif de détection de gaz, déclenchant, selon une procédure préétablie, une alarme en cas de dépassement des seuils de danger, est mis en place dans les installations utilisant un combustible gazeux.<br>Ce dispositif doit couper l'arrivée du combustible et interrompre l'alimentation électrique, à l'exception de l'alimentation des matériels et des équipements destinés à fonctionner en atmosphère explosive, de l'alimentation en très basse tension et de l'éclairage de secours, sans que cette manœuvre puisse provoquer d'arc ou d'étincelle pouvant déclencher une explosion.<br>L'emplacement des détecteurs est déterminé par l'exploitant en fonction des risques de fuite et d'incendie. Leur situation est repérée sur un plan. Ils sont contrôlés régulièrement et les résultats de ces contrôles sont consignés par écrit. Des étalonnages sont régulièrement effectués. |
| <b>Constats :</b> Un dispositif de détection de gaz est vu dans le local chaufferie.<br><br>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de lui communiquer, sous 1 mois, les informations sur son fonctionnement (seuil de détection, actions déclenchées en cas de dépassement de seuil : alarme ? coupure arrivée combustible ? coupure électricité local ?), ainsi que les 2 derniers rapports de contrôle de l'équipement.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |